

HISTOIRE VIVANTE Comment le charbon a si largement contribué à l'hégémonie de l'Empire britannique. **13**

RELIGIONS Les Eglises évangéliques se déchirent sur la question du vaccin et du certificat Covid. **14**

le **MAG** D'ex-collaborateurs-trices de la compagnie de danse Alias dénoncent des abus systémiques. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 15 OCTOBRE 2021

La Fédération genevoise de coopération constate un plafonnement, voire un recul du financement de la solidarité avec les pays du Sud dans le canton. Elle réclame un sursaut

La forte solidarité de Genève stagne



37% des montants sont alloués à l'Afrique. Ici, un projet de renforcement de la société civile en Ethiopie mené par Helvetas. HELVETAS SECTION DE GENEVE

CHRISTOPHE KOESSLER

Développement ► L'engagement financier des collectivités publiques genevoises en matière de solidarité internationale représente environ la moitié de celui de toutes les autres communes et cantons suisses. Un effort exceptionnel lié en partie au statut de canton hôte des organisations internationales et au dynamisme de la société civile locale engagée en faveur des pays du Sud. Mais Genève peut mieux faire, comme le montre la radiographie du secteur établie par la Fédération genevoise de coopération (FGC) publiée hier sous la forme d'une brochure et d'un e-book sur Internet (lire ci-dessous).

Alors que la loi genevoise prévoit depuis 2001 que communes et canton consacrent 0,7% de

leurs charges de fonctionnement à la solidarité avec les pays moins favorisés à travers des organisations de la société civile, depuis plusieurs années, ils peinent à se rapprocher de cet objectif, in-

diqué cette 8^e édition du panorama des contributions publiques de la FGC.

Si les montants alloués par les collectivités publiques genevoises, en chiffres absolus, ont

augmenté de 4,3% entre 2015 et 2020 (pour arriver à un total de 31,2 millions de francs), les communes, hors Ville de Genève et Canton¹, ont tendance à s'engager légèrement moins, observe

Catherine Schümperli Younosian, secrétaire générale de la FGC. «Elles se sont éloignées de l'objectif de 0,7%». Sur 44 communes, 13 ont atteint ce but (14 en 2015). Le nombre de munici-

palités se rapprochant de ce taux (soit entre 0,4 et 0,69%) a en revanche baissé de 21 à 15, et les communes se situant en dessous de 0,4% sont plus nombreuses en 2020 qu'en 2015.

Transparence sur les projets

L'e-book interactif² 2021 publié par la FGC sur Internet permet à tout citoyen de savoir quelle collectivité publique a financé quelle association et quel projet dans quel pays. L'outil offre une plongée dynamique et multi-entrée sur les quelque 1521 subventions répertoriées concernant 800 projets menés sous la houlette de 406 organisations de la société civile genevoise. On peut aussi connaître le pourcentage des frais de fonctionnement affecté à la solidarité, les montants dépensés et leur évolution dans le temps, graphiques à la clef.

On y apprend davantage, également, sur les domaines d'intervention, calqués

sur ceux des Objectifs du développement durable des Nations unies: entre autres, 36% des subventions ont été affectés à une éducation de qualité, 28% à «la bonne santé et au bien-être», 25% à la lutte contre la pauvreté et 20% à la promotion de l'égalité entre les sexes.

Des cartes interactives permettent aussi d'explorer les projets par pays. Les principaux pays d'intervention sont la Colombie, le Burkina-Faso (qui ont intervertis leur place en haut du classement depuis 2015), et désormais les Philippines, la Lybie, l'Ukraine ou encore le Sénégal. L'Afrique tient le haut du pavé avec 37% des montants alloués, suivie par

l'Amérique latine (18%) et l'Asie (16%). On peut aussi calculer que 15 des plus grandes organisations de la société civile touchent quelque 11 millions de francs, soit plus d'un tiers du montant total (le CICR touche à lui seul 4,65 millions). Les 390 autres se partagent le reste.

Les projets de développement perdent aussi du terrain au profit de l'humanitaire et d'autres domaines: en 2010, ils bénéficiaient de 67% des montants alloués. En 2020, ils n'en touchaient plus que 54%. **CKR**

² fgc.federeso.ch/news/barometre-de-la-solidarite-internationale-geneve-la-progression-du-financement-ralentit-en-2020

Dans le même bateau

Cette décreue, précédée par très fortes hausses entre 2001 et 2010, avait été constatée en 2015, et se confirme en 2020. La survenue de la pandémie de Covid-19 pourrait certes expliquer tout ou partie de cette diminution, nuance M^{me} Schümperli Younosian, certaines municipalités n'ayant pu réunir leurs •••

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

... des commissions d'attribution de subventions ou ayant décidé de répondre en priorité à des urgences sociales sur leurs territoires. Les communes craignent aussi les réformes fiscales récentes qui pourraient les affecter.

Quoi qu'il en soit, «ce n'est pas dans la solidarité internationale qu'il faut faire des économies», estime Gilbert Vonlanthen, nouveau président de

l'Association des communes genevoises. «Si nous traversons des difficultés financières chez nous, imaginons un peu les problèmes que connaissent aujourd'hui les populations des pays pauvres. Il faut maintenir ces 0,7%, quelles que soit l'état de nos finances», estime celui qui est aussi maire de Bernex (commune à 0,74% en 2020).

On abonde dans ce sens du côté de la Ville de Genève: «Nous avons atteint les 0,62%. Cela représente plus de 7 millions de francs. C'est beaucoup et c'est peu en réalité, si l'on rapporte au nombre de contribuables: 34 francs par personne et par année, c'est l'équivalent d'un repas dans un bon bistrot», illustre Chiara Barberis, cheffe du service Agen-

da 21 de la Ville de Genève. Le chacun pour soi serait un mauvais calcul: «Dans un monde interdépendant, on ne renforce pas la résilience locale sans répondre aux besoins ailleurs aussi», estime-t-elle.

Un baromètre pour avancer

Pour passer de la parole aux actes, il faudra davantage d'in-

formation et de sensibilisation, tant auprès des contribuables que des élus locaux, estiment les intervenants. A cet égard, l'e-book fourni par la FGC peut s'avérer très utile, considère Gilbert Vonlanthen: «Ce baromètre permet de nous comparer aux autres communes, de voir ce qui se fait ailleurs et de nous coordonner. Il n'est pas évident d'évaluer les projets, la mise en réseau

va nous aider à affiner notre analyse et progresser pour tous atteindre les 0,7% et davantage.»¹

¹La Ville de Genève et le Canton ont augmenté leurs subventions en chiffres absolus de 2015 à 2020. De 6,1 millions à 7,1 millions pour la Ville, et de 17,2 à 17,8 pour le Canton (des hausses moins marquées qu'entre 2010 et 2015). La Ville a aussi progressé de 0,56 à 0,62% de ses charges de fonctionnement, alors que le canton est resté autour des 0,2%.

Vingt ans de solidarité internationale cantonale

Le canton vient de fêter les vingt ans de sa loi sur le financement de la solidarité internationale. C'est en effet le 4 octobre 2001 que les députés genevois, sous la pression de la société civile, ont doté l'Etat de Genève d'un cadre législatif en la matière et d'un objectif de 0,7% du budget consacré à ce domaine¹ (lire ci-contre). «Cet anniversaire est l'occasion de réaffirmer notre engagement, en phase avec la tradition humanitaire de notre canton. Genève a fait œuvre de pionnier, il est une des premières collectivités publiques à adopter une telle législation», se réjouit Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat genevoise en charge des Finances et des ressources humaines.

Dans la foulée, l'Etat a créé un service spécifique dédié à la solidarité internationale, qui regroupe les soutiens apportés dans quatre secteurs: aide humanitaire (30% des subventions), droits humains (10%), coopération au développement (plus de 50%) et appui à la

Genève internationale (7%). Le canton soutient autant des grandes organisations, comme le CICR et Médecins sans frontières (principaux bénéficiaires des subventions dans le domaine humanitaire) que de petites associations basées à Genève et œuvrant avec leurs partenaires du Sud.

Depuis 2001, de l'eau a coulé sous les ponts: le budget de ce service est passé de 10 à 17,2 millions de francs et son personnel a triplé (de deux à six employés). «Nous soutenons environ cent projets par année, soit plus de 2000 en vingt ans», calcule Maria Jesus Alonso, directrice du service. «Nous aidons aussi les missions diplomatiques des pays les moins avancés à avoir une représentation à Genève auprès des Nations unies, nous soutenons des ONG du Sud pour qu'elles puissent présenter leurs doléances au Conseil des droits humains de l'ONU et nous octroyons des bourses à des étudiants des pays en développe-

ment. Nous soutenons aussi la sensibilisation de la population genevoise aux enjeux Nord-Sud», précise-t-elle.

Une aide diversifiée très appréciée par les organisations de la société civile à Genève: «La coopération doit être entendue dans un sens large, et le canton l'a très bien comprise. Il a aussi bien intégré que Genève abrite un écosystème d'associations extrêmement riche et les soutient en conséquence», commente Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, institution elle-même financée à hauteur de 3 millions de francs par le canton.

Le Service de la solidarité met également un point d'honneur à utiliser les compétences spécifiques présentes dans

le canton dans sa politique de coopération: «Genève a développé un savoir-faire pour le traitement des maladies négligées comme le Noma et la maladie du sommeil, et nous soutenons des projets en la matière. Il en est de même dans l'éducation, où notre canton est pointu dans le domaine de la formation professionnelle», explique Maria Jesus Alonso.

L'aide apportée par le canton en matière de coopération se veut complémentaire de celle fournie par la FGC, la Ville de Genève et les communes. «De nombreuses associations soutenues par l'Etat ne rentrent pas dans nos critères. Certaines, très grandes, ont moins d'ancrage local. D'autres, très petites,

comme celles de la diaspora, doivent encore progresser en matière organisationnelle, mais méritent d'être aidées. L'Etat, la Ville et les communes les appuient à raison», explicite Catherine Schümperli. Autre différence: alors que la FGC soutient ses membres sur la durée, le canton finance des projets associatifs sur un laps de temps d'un à trois ans. «Grâce à des collaborations et des contacts fréquents, nos actions s'articulent de manière cohérente», estime la spécialiste. **CKR**

¹ Une première tentative d'inscrire cette solidarité dans la loi s'était soldée par un échec en 1982. L'initiative «0,7% pour la création d'un fonds cantonal d'aide au développement» avait été refusée par le peuple.

LE 0,7% DU CANTON TOUJOURS EN PANNE

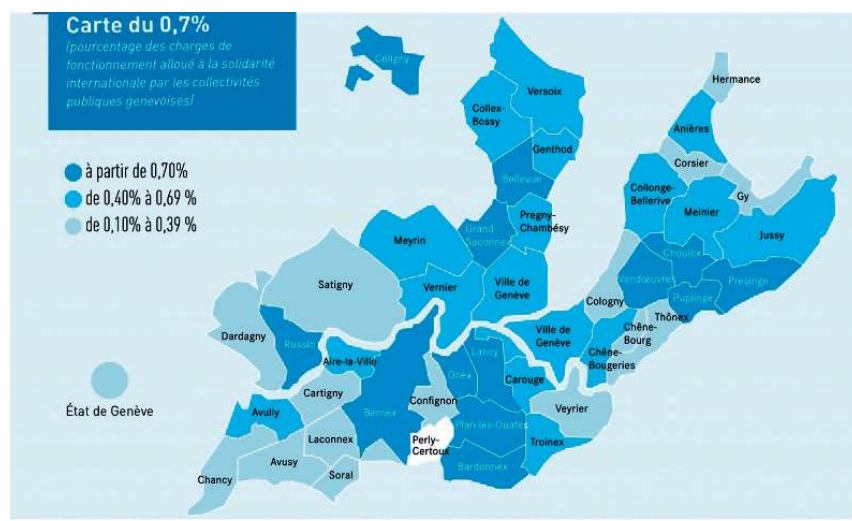
Si la plupart des grandes communes genevoises sont parvenues à atteindre ou à s'approcher de près de l'objectif recommandé par l'ONU de 0,7% de leur budget dédié à la solidarité internationale, l'Etat en est toujours loin, alors qu'il a intégré cet objectif dans sa loi en 2001, il y a vingt ans presque jour pour jour (lire ci-contre). La société civile genevoise s'en émeut régulièrement et dénonce un manque de volonté politique, comme en 2013 lorsqu'une campagne sur ce sujet a abouti à la remise d'une pétition, lancée par la Fédération genevoise de coopération (FGC), munie de 14 000 signatures au Grand Conseil. Mais ni le parlement ni le Conseil d'Etat n'ont adopté une hausse graduelle de ce pourcentage depuis.

Si les montants alloués ont fortement augmenté entre 2001 et 2005, ils stagnent depuis quinze ans autour des 0,2% du budget. Certaines années, le chiffre est passé à 0,23 et 0,25% mais est redescendu par la suite. Interpellée sur ce sujet par *Le Courrier*, Nathalie Fontanet, à la tête du Département des finances et des ressources humaines, répond: «L'objectif reste à 0,7%, mais il faut aussi avoir à l'esprit que le canton finance de nombreux autres postes relevant de la solidarité internationale et qui ne sont pas pris en compte dans ce 0,2%: l'aide aux requérants d'asile, l'aide au retour, les loyers des ONG que nous

prenons en charge, des programmes des HUG actifs dans le domaine, etc.» La conseillère d'Etat ne prévoit pas pour autant de modifier la méthode comptable.

Pour l'heure, le gouvernement n'a pas de plan précis pour s'approcher de l'objectif. Le budget 2022 reste à 0,2%. Certaines parlementaires attendent pourtant un signal dans ce sens de la part de l'exécutif, qui dispose exceptionnellement d'une majorité de gauche, contrairement au Grand Conseil. Mais rien n'est prévu pour l'instant: «Si nous pouvons nous le permettre, nous essaierons d'augmenter ce taux. En chiffres absolus, nous sommes passés de 10 millions de francs en 2001 à 17,2 millions en 2021. C'est beaucoup. Nous avons des limites budgétaires que nous devons respecter vis-à-vis de la population. Relevons par ailleurs que Genève est un canton très social», répond la ministre libérale-radical.

Du côté des ONG, on continue à insister pour une augmentation progressive: «Il ne s'agit pas de revendiquer 0,7% du jour au lendemain. A l'occasion du 20^e anniversaire de la loi, nous demandons un geste politique qui montre que l'Etat se met en mouvement et que l'objectif fixé dans la loi est pris au sérieux», précise Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC. **CKR**



Si le canton peine à atteindre l'objectif de 0,7% consacré à la solidarité internationale, treize communes remplissent cet engagement. FGC

Plus que les os à ronger

Brésil ▶ Les progrès du Brésil dans la lutte contre la faim ne sont plus qu'un (récent) souvenir.

Dans un quartier de la zone Sud, la plus aisée de la ville de Rio de Janeiro, un camion s'arrête. Aussitôt, une file se forme. Femmes et hommes commencent à fouiller un tas d'os, à la recherche de bouts de viande. Le véhicule transporte des restes vers une firme qui les transforme en nourriture pour animaux domestiques, ou en savon. «Il y a quelques années, les personnes me demandaient un bout d'os pour leur chien. Aujourd'hui, c'est pour se nourrir», témoigne le chauffeur.

Saut en arrière. Les images, prises fin septembre pour le journal brésilien *Exame*, ont fait le tour du pays. Elles sont le reflet d'un terrible recul. En 2014, le Brésil quittait la «carte de la faim» de l'ONU. Le résultat du programme Fome Zero, mis sur pied dès le premier mandat du président Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2011).

Six ans plus tard, en 2020, la faim touchait à nouveau 19 millions de Brésiliennes et Brésiliens. En deux ans, ce nombre a augmenté de 85%. La consommation de viande a atteint son niveau le plus bas au cours des trois dernières décennies. Et 116 millions de personnes (plus de la moitié de la population) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire. Tandis qu'un enfant sur trois souffrait d'anémie¹.

Le retour de la faim n'est pas le reflet d'une crise de la production agricole. Au contraire. Les exportations de l'agro-business, qui pèse près du quart du Produit intérieur brut (PIB) brésilien, atteignent des records. Soja, maïs et riz en tête.

Les raisons sont ailleurs: le taux de chômage élevé (plus de 14%) et la précarité du travail – plus de 40% des travailleuses et travailleurs sont actifs dans le secteur informel – se combinent au renchérissement brutal du prix des biens alimentaires de base – riz, haricot, lait, viande –, du gaz (utilisé pour cuisiner) et de l'essence.



Les mouvements sociaux et les partis de gauche se sont unis pour dénoncer le démantèlement des politiques qui avaient pratiquement éradiqué la faim au Brésil. LUIZ FERNANDO

«Les gens ont faim parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter leur nourriture», confirme João Pedro Stedile, le dirigeant du Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre (MST), un des plus importants mouvements sociaux du pays. En juin 2020, le MST a proposé une série de mesures urgentes visant à contrer le re-

tour de la faim. Pour stimuler l'emploi et la production alimentaire, il proposait la distribution immédiate de grandes extensions de terres improductives à des familles paysannes ainsi que la relance des programmes d'aide à l'agriculture familiale – au Brésil, c'est elle qui nourrit une majorité de la population.

Aucune de ces propositions n'a été reprise. Au contraire. Lié aux latifundistes, le gouvernement Bolsonaro a coupé les vivres aux politiques publiques visant à garantir la sécurité alimentaire. «Au génocide de la pandémie s'ajoute celui de l'assiette vide», dénonce Frei Betto². Ce théologien de la libération, écrivain renommé et ancien résistant à la dictature militaire, sait de quoi il parle. Il a été un des initiateurs du programme Faim zéro.

Dans les manifestations qui réclament la destitution du président d'extrême droite, le slogan «Bolso-caro» (*caro* veut dire cher en brésilien) côtoie désormais celui de «Bolsonaro le génocidaire» – faisant référence à la politique négationniste de ce dernier face à la pandémie, qui a déjà causé plus de 600 000 morts. La dernière mobilisation, le 2 octobre, a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes dans 300 villes. Pour la première fois, mouvements populaires, syndicats et partis de gauche étaient soutenus par une partie de l'opposition de droite.

La popularité du président est en baisse. Les scandales s'accroissent sur son clan – les Pandora Papers viennent de révéler que le ministre de l'Economie, Paulo Guedes, planque des millions dans des paradis fiscaux – et les sondages donnent Bolsonaro clairement perdant s'il devait affronter Lula lors de la présidentielle, dont le premier tour est agendé au 2 octobre 2022. Mais l'ex-capitaine n'a pas dit son dernier mot. Le 7 septembre dernier, au cours de la journée qui célèbre l'indépendance du Brésil, il a fait planer la menace d'un coup d'Etat devant des dizaines de milliers de partisans galvanisés, à Sao Paulo et Brasilia – avant d'amorcer un recul tactique, quelques jours plus tard.

La bataille s'annonce encore longue et incertaine. Surtout pour les millions de pauvres qui luttent quotidiennement pour remplir leur assiette.

GUY ZURKINDEN

¹ BBC Brasil, 5 octobre 2021

² Correio da Cidadania, 18 août 2021. Paru dans *Services Publics*, publication du syndicat SSP.